

A la télévision, la modestie des vainqueurs et les prémices d'une guerre des vaincus

Le FN mise sur l'échec de la gauche et une présidentielle anticipée

Sur toutes les chaînes, Edouard Balladur, Philippe Séguin, Charles Pasqua et Alain Madelin ont proposé leurs services pour la « refonda-

tion » de la droite. Tandis que les socialistes s'efforçaient à l'humilité afin de ne pas décevoir leurs électeurs, les communistes et les Verts

poussaient à des changements rapides et concrets, revendications relayées dans la rue par les sans-papiers et les sans-logis.

QUI sont « les plus à plaindre » ? Les vaincus ou les vainqueurs ? Avant même que Philippe Séguin ne se la pose à haute voix, en direct d'Epinal, cette question avait déjà trouvé une réponse dans la bouche d'Edouard Balladur. L'ancien rival malheureux de Jacques Chirac dans la course à l'Élysée fut en effet le premier à occuper les écrans de France 2 et TF 1. Il était visiblement pressé de déplorer le manquement aux promesses de 1995, de tirer un trait sur la faillite électorale de son successeur à l'Hôtel Matignon et de poser sa candidature au leadership de la nouvelle opposition : « Il nous faut être cohérents, ne pas affirmer une chose et son contraire. Tout montre que les formes d'organisation de l'ancienne majorité ne sont plus représentatives des différents courants de pensée qui la composent. »

Premier à régler ses comptes, M. Balladur ne fut pas le dernier. M. Séguin lui-même n'avait pas d'autre but que de briguer la conduite de la nouvelle opposition parlementaire quand, à son tour, il intervint plein écran. Sans emphase, avec une gravité tranquille. Résolu et, bien sûr, volontaire pour rassembler « tous ceux qui partagent » sa « conception de la France ». M. Séguin aura de la concurrence. Charles Pasqua a lancé : « J'entends me consacrer à la nécessaire refondation. » L'UDF non plus ne sera pas en reste. Alain Madelin a pris date : « Je retrouve ma liberté et j'en ferai bon usage pour redonner des raisons d'espérer à ceux qui ont voté pour la majorité comme à ceux qui l'ont quittée. » Valéry Giscard d'Estaing s'est senti rajeunir. Il a renoué



avec... le « nous » de majesté : « Nous, nous serons naturellement toujours là pour espérer qu'un jour l'espoir nous revienne. » Il n'y eut que François Léotard pour aborder sans biaiser la question majeure, en récusant, au nom de l'UDF, « toute hypothèse d'alliance ou de rapprochement avec le Front national ». Ravis d'avoir précipité la défaite du RPR et de l'UDF, les préposés à la parole lepéniste ne faisaient d'ailleurs pas mystère de leur stratégie : « Le résultat de ces élections sonne le temps du Front national », a dit Bruno Mégret. Il misera sur l'échec de la gauche et sur les difficultés de la cohabitation. Dans l'espoir d'une élection présidentielle anticipée, ainsi qu'en témoigne l'appel au « regroupement des forces saines de la nation » lancé par Jean-Marie

Le Pen. La « perle » de la soirée fut l'œuvre de Bruno Gollnisch, invité de TF 1, qui eut le raisonnement suivant : « Si le processus du traité de Maastricht va jusqu'à son terme, l'Assemblée nationale n'aura pas plus de pouvoir qu'un conseil de sous-préfecture, et, par conséquent, ce traité, d'une certaine façon, c'est la revanche d'Adolf Hitler : nous allons être gouvernés depuis l'Allemagne. »

Sagement, les vrais vainqueurs ne criaient pas victoire. Et même s'ils en avaient éprouvé l'envie, les images en provenance du boulevard Saint-Germain les en auraient dissuadés. La fête improvisée devant la Maison de l'Amérique latine avait déjà des accents protestataires annonciateurs de lendemains turbulents : « Urgent ! Des papiers pour les

sans-papiers ! », « Des papiers pour tous. Jospin, tes promesses, tu les tiens ! »

Tous les porte-parole du PS manifestèrent donc une humilité calquée sur celle de Lionel Jospin en se déclarant d'emblée conscients de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs électeurs. Ils le proclamèrent sur tous les tons de la modestie : « Il va de soi, par exemple, que l'engagement pris pour l'emploi de jeunes sera tenu. » (Jack Lang). « Il faut des gestes significatifs, car les gens ont voté pour une certaine relance de la consommation qui, elle-même, amènera un certain développement de la croissance. » (Laurent Fabius). « Nous ferons ce que nous avons dit. » (Martine Aubry). « Les Français ne veulent plus de promesses non tenues. » (Ségolène Royal). Etc.

Tous furent si convainquants que leurs partenaires les prirent au mot sur-le-champ. On vit les communistes réclamer par la voix de Jean-Claude Gayssot, un « relèvement sensible des bas salaires » et le vote « tout de suite » d'une loi-cadre visant à réduire la semaine hebdomadaire de travail « à trente-cinq heures sans perte de salaire ». Tandis que les Verts, par l'intermédiaire d'Yves Cochet, souhaitaient « l'arrêt immédiat de l'extension de l'aéroport de Roissy » ainsi que des restrictions à la circulation « pour diminuer la place de la bagnole en ville ». C'est ainsi que le « changement » nouvelle formule commença par des préoccupations terre-à-terre, ce qui ne constitue pas forcément la plus mauvaise façon de commencer à progresser.

Alain Rollat

Courtoisie à France 3 Bretagne : « Normal, ce n'est pas 1981 »

L'avertissement de Pierre Méhaignerie

RENNES
de notre correspondante régionale

Dans les couloirs de France 3 Bretagne, à Rennes, il est de bon ton de rester sur son quant-à-soi au moment des estimations de 20 heures. Tout juste se permet-on quelques plaisanteries sur « TF 1, qui va pouvoir diffuser son film de bonne heure », tant les résultats se révèlent nets. Il faut attendre les premières données régionales pour que fusent les points d'exclamation : « L'UDF Ambroise Guellec est vaincu ! Mais alors, il ne va pas vouloir venir pour le direct de Quimper ! »

Les journalistes craignent de voir les représentants de la droite boudier leur soirée électorale. Au moins ont-ils pris soin d'inviter Pierre Méhaignerie (UDF-FD), réélu dès le premier tour, à ce débat de soir de second tour. Après avoir regretté le moment choisi par Jacques Chirac pour dissoudre l'Assemblée nationale, l'ancien ministre en vient rapidement à évoquer le changement du mode de scrutin des élections régionales. « Attention, la roue tourne vite », lance-t-il à ses adversaires réunis sur le plateau, tout en leur souhaitant « bon courage ».

A tout cela, Charles Josselin (PS) acquiesce. Malgré son score de plus de 60 % dans la circonscription de Dinan, le président du conseil général des Côtes-d'Armor a le triomphe plus modeste que ses alliés communistes, venus en nombre.

« Le plus surpris aurait été François Mitterrand, sourit-il néanmoins autour du buffet. On avait mal mesuré la performance de Lionel Jospin à la présidentielle : elle a

cautérisé la plaie. » Pour autant, il estime que les vraies difficultés commencent demain. C'est ce qui explique, sans doute, les profils modestes des visages socialistes sur les images qui arrivent de Lorient, Lannion ou Brest, où le nouveau député de gauche est déjà invité à rassurer, à l'antenne, les salariés de l'arsenal.

SOURIRES

Seuls les nouveaux, comme Kofi Yamgnane à Châteaulin, dans le Finistère, laissent pointer leur joie. Son adversaire malheureux, Jean-Yves Cozan (UDF), soupçonne cet originaire du Togo d'avoir « récupéré toutes les voix du FN ». A Douarnenez, Françoise Lazard arbore un sourire radieux. Adjoint au maire du bourg de Penmarch, totalement inconnue jusqu'à présent, elle remercie Lionel Jospin « d'avoir envoyé des femmes à l'Assemblée nationale ». En duplex de Paris, Alain Madelin (UDF) sourit lui aussi, comme souvent, pour annoncer qu'il a « envie de reprendre [sa] liberté » avec ses « amis de la majorité ».

Interrogés sur le cumul des mandats, les ténors comme Edmond Hervé, maire de Rennes, bottent en touche. « Vous croyez que c'est la première mesure que va prendre Jospin ? », s'inquiète Charles Josselin depuis la cabine de maquillage.

Progressivement, les équipes de journalistes rentrent de leurs tournages. A les entendre, les villes bretonnes, massivement socialistes, n'ont guère fêté l'événement : « Normal, ce n'est pas 1981. »

Martine Valo

**ET SI LES GAZ
D'ÉCHAPPEMENT ÉTAIENT
AUSSI RESPIRABLES
QUE LES FLEURS ?**

Ce serait le rêve. En attendant d'y parvenir, les hommes d'Elf Aquitaine

ont inventé Diesel Evolution. Un carburant qui, par rapport à un diesel ordinaire,

réduit de 25-30 % les émissions de particules et de fumées noires.

elf

L'énergie humaine

Jean-Marie Le Pen réclame à nouveau la démission de Jacques Chirac

Le FN veut rassembler « tous ceux qui ne se sentent pas bien, notamment dans les rangs du RPR et de l'UDF »

Avec finalement un seul élu à l'Assemblée nationale, le Front national a accusé, dimanche 1^{er} juin, une perte de voix par rapport au premier

tour. Mais, en maintenant au second tour quasi systématiquement ses candidats face à la droite parlementaire, le parti de Jean-Marie Le Pen a

marqué des points dans sa stratégie de briser la majorité sortante, avec l'espoir de récupérer les mécontents.

EN TRINQUANT, dimanche soir 1^{er} juin, « à la santé de Jean-Marie Le Chevallier » - le maire de Toulon (Var) qui venait d'emporter le seul et unique siège de député que le Front national occupera dans la nouvelle Assemblée -, Jean-Marie Le Pen accusait le coup. A force de voir son entourage en rêver, il avait fini par croire à une poignée d'élus lepénistes qui auraient fait la pluie et le beau temps au Palais-Bourbon.

Les hommes et les femmes en qui le parti d'extrême droite avait placé ses espoirs ont échoué, parfois même sans atteindre leurs scores de 1993. Le premier d'entre eux, le délégué général du parti, Bruno Mégret, a obtenu 45,89 % des suffrages, alors qu'il atteignait les 49,52 % il y a quatre ans. De même, Marie France-Stirbois, qui, une fois encore, affrontait en duel Gérard Hamel (RPR), recueillit 43,81 % des voix contre 49,86 en 1993. Quant à Marie-Caroline Le Pen, arrivée en tête dimanche 25 mai, elle accuse une perte de 840 voix. Elle se demandera sans doute longtemps si elle ne doit pas sa défaite à l'affrontement physique,

vendredi 30 juin, entre son père et la candidate socialiste, heureuse gagnante du deuxième tour. Autre vaincu, le maire d'Orange (Vaucluse), Jacques Bompard.

Un grand nombre de candidats du Front national accusent une perte de voix entre les deux tours. Et les soutiens accordés à des représentants de la droite n'ont pas toujours marché. Le « baiser » lepéniste a ainsi tué au moins deux députés, Lucien Brenot (LDI-CNIP) en Côte-d'Or, en faveur duquel Charles Calvin (FN) s'était désisté, et Yves Bonnet (UDF-PPDF) dans la Manche. De même, si le FN peut penser avoir contribué à la perte de Michel Hannoun (RPR) ou de Gérard Longuet (UDF-PR), il n'a pas pu empêcher l'élection de Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg.

Il y a deux façons d'apprécier le poids du Front national. En s'arrêtant sur son seul et unique élu ou en retenant les 15 % de voix obtenues au premier tour. Force est de constater qu'avec ce score le parti de Jean-Marie Le Pen a pu provoquer soixante-seize « triangulaires » et

contribuer, en se maintenant systématiquement, partout où il pouvait le faire, à la défaite de la droite. Rejeté par les partis traditionnels, qui accusent ses responsables de racisme et de xénophobie, le FN a appliqué la stratégie du « sortons les sortants » dans l'espoir de casser la droite et de récupérer les mécontents. « Nous assistons à l'implosion du bloc RPR-UDF », commentait, au soir du second tour, Jean-Yves Le Gallou, et la faute en revient, selon M. Le Pen, à la majorité, qui « recueille les fruits de sa diabolisation du Front national et de sa stratégie de "front républicain" ».

Ne perdant pas de temps, le président du parti d'extrême droite a demandé la démission du président de la République, qui a été « battu deux fois, à la majorité des suffrages exprimés au premier tour et à la majorité de députés du second tour ». Dans ce scrutin, les Français ont montré, selon lui, qu'ils désapprouvaient la politique de M. Chirac et n'acceptaient pas de lui donner un « blanc-seing pour l'Europe ». Il a ensuite lancé un « appel au regroupe-

ment [avec le Front national] des forces saines de la population pour définir une politique nouvelle : populaire, sociale et nationale ». Appel que Bruno Mégret lançait de son côté « à tous ceux qui ne se sentent pas bien [...] notamment dans les rangs du RPR et de l'UDF [...], électeurs, cadres ou élus, à se retrouver autour d'un rassemblement nouveau qui peut se faire sur la base de ce que le Front national a déjà construit », car, selon lui, « la pitoyable défaite du RPR-UDF » augure « une recomposition politique de grande envergure ».

« Il y aura un troisième tour avec les régionales et les cantonales », faisait remarquer le secrétaire général, Bruno Gollnisch. Et le FN entend peser de tout son poids dans ces scrutins. Il espère d'ailleurs emporter au moins la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. En attendant, Jean-Marie Le Pen se repaît du retour de la gauche, qui, il en est persuadé, représente, en cas d'échec, le scénario le plus favorable pour son parti.

Christiane Chombeau

Le maire de Toulon entend parler au nom de 4 millions de Français

M. Le Chevallier sera le seul député lepéniste

TOULON

de notre correspondant

Dans le grand hall du quatrième étage de la préfecture du Var, transformé en salle de presse, le préfet, Jean-Charles Marchiani, affirme : « Il y aura deux députés du Front national. » « Dont un dans le Var », risque un journaliste. Le préfet ne s'arrête pas à cette remarque. M. Marchiani est en joie à l'idée de « passer enfin dans l'opposition ». « On va pouvoir castagner », promet-il.

En réalité, la victoire du maire, Jean-Marie Le Chevallier, dans la première circonscription de Toulon, donnera au Front national son seul député dans la nouvelle Assemblée. A la mairie, où l'on n'est pas encore sûr, alors, de ce résultat, l'ambiance est moins détendue qu'à la préfecture. On vit dans l'expectative jusqu'aux alentours de 20 h 30, heure à laquelle les pourcentages indiqués par les bulletins dépouillés deviennent fiables. On évoque le score très honorable de François Léotard, qui s'est sérieusement redressé avec près de 63 % des suffrages, mais « le Var, c'est Toulon », se lamente à l'extérieur un responsable du PR pour lequel « la messe est dite ».

« ÉTHIQUE ET MORALE »

Le ton est à peine différent au siège du Parti socialiste, bien que l'élection de Robert Gaïa, dans la deuxième circonscription, ne fasse pas de doute. L'ambiance est étrange : les uns se réjouissent de sa victoire mais n'osent exprimer leur liesse devant les autres, qui digèrent mal le score d'Odette Casanova face à M. Le Chevallier. Ceux-là sont amers d'une défaite dans laquelle, disent-ils, la droite départementale a une lourde responsabilité.

Ils mettent en cause Hubert Falco, sénateur et président (UDF) du conseil général, pour avoir mis en balance front républicain et Front

national, ou François Léotard, qui a récusé et le Front national et le Front populaire tout en brillant par son silence entre les deux tours.

Même s'il savoure sa victoire, M. Gaïa « souhaite élever le débat ». « Il est réconfortant, dit-il, de constater qu'on peut gagner des élections à Toulon en parlant d'éthique et de morale. » Dans le même temps, cloîtré dans son bureau du deuxième étage de la mairie, M. Le Chevallier patiente en préparant quelques notes, un œil sur un écran de télévision, l'autre sur les résultats de plus en plus encourageants qui lui sont transmis. A 20 h 30, il quitte l'hôtel de ville pour la proche mairie annexe, qui se trouve sur le port, là où l'attendent une centaine de ses partisans trempés et transis de froid.

Au balcon du premier étage, il apparaît en compagnie de son épouse et adjointe, Cendrine, pour fustiger l'électorat qui lui a échappé : « Je suis stupéfait de voir que les Français se sont donnés à nouveau à ceux qui les ont terrassés sur le plan de l'économie, de la sécurité et de l'immigration. » Et de se livrer à une attaque contre « le mode de scrutin injuste qui prive 15 % des Français d'une juste représentation à l'Assemblée nationale ». « Je devrais de ce fait, annonce-t-il, représenter 4 millions de Français à moi seul, mais notre absence de députés à l'Assemblée ne nous empêchera pas de progresser de façon importante. Le résultat de Toulon est symbolique. »

La pluie redouble, le couple Le Chevallier s'efface. M. Falco s'est montré discret. Dans un bref communiqué, il estime que « la majorité départementale a bien résisté » malgré « l'indiscipline des candidats "sauvages" à l'origine de deux échecs sur Toulon ». Le vent souffle. Les rues sont vides.

José Lenzini

La « triangulaire » de Mulhouse a tourné à l'avantage du maire

MULHOUSE

de notre correspondant régional
« C'est la campagne la plus dure que j'ai connue en vingt ans d'élections. » Les premières réactions du maire socialiste de Mulhouse, Jean-Marie Bockel, candidat dans la cinquième circonscription du Haut-Rhin, ont de quoi surprendre après sa nette victoire contre Joseph Klifa (UDF), le député sortant, et Gérard Freulet, le représentant du Front national. Celui qui perdit son siège à l'Assemblée nationale en 1993 pour 102 voix garde les traces des « tensions fortes qui existent chez les gens ». « Même les Mulhousiens qui votent pour moi m'engueulent, c'est pour quoi la nouvelle majorité ne doit pas décevoir, autrement, je ne réponds plus de rien », explique M. Bockel.

Aux législatives, depuis 1988, il a toujours trouvé en face de lui les deux mêmes adversaires au second tour, mais cette fois M. Freulet était arrivé le 25 mai juste derrière M. Bockel, avec 826 voix de retard. Autant dire qu'il avait des chances de l'emporter. Une plus forte participation et un bon report des voix de gauche ont fourni au vainqueur « un succès au-delà de tout ce qu'on pouvait imaginer », commentait Michel Samuel-Weis, adjoint au maire. M. Klifa a aussi bénéficié de la mobilisation des abstentionnistes du premier tour et d'un regroupement des voix de droite, qui lui ont permis de devancer M. Freulet. Résultat que le nouveau député n'a pas manqué de saluer : « Je suis satisfait que les deux candidats républicains soient devant le Front national », a lancé M. Bockel.

Au fil de la soirée, l'enthousiasme de ses partisans aidant, le maire a pris la mesure de sa victoire. L'écart de 5 342 suffrages enregistré au dépens de M. Freulet finit par lui faire oublier ses angoisses. Il s'excuse auprès de son entourage pour tout ce qui lui a

fait subir à cause de son « stress », téléphone à Jean-Pierre Baeumler pour le féliciter de sa victoire dans la septième circonscription du Haut-Rhin et à Joseph Spiegel pour le réconforter de sa courte défaite dans la sixième, s'inquiète des résultats à Strasbourg, où l'élection de Catherine Trautmann s'annonce difficile.

« RUDE BATAILLE »

Entouré de sa femme et de ses cinq enfants, le nouveau député se rend à la permanence du PS. Il prend soin de n'oublier personne dans ses remerciements, embrassant au passage toutes celles qui l'ont aidé dans cette « rude bataille ». Le temps de la détente, des rires et des plaisanteries est de courte durée. Il doit affronter encore ses deux adversaires devant les caméras. Dans le débat organisé par la station régionale de France 3 et le quotidien de Mulhouse, L'Alsace, M. Freulet a sa tête des mauvais jours, M. Klifa est détendu, M. Bockel est moins nerveux que de coutume.

Le candidat du Front national accuse M. Klifa d'avoir joué la carte d'un « front républicain déguisé », faisant ainsi allusion à l'alliance qu'avaient conclue la gauche et la droite après le premier tour des municipales de 1995. « Vous avez beaucoup d'humour », réplique l'ancien maire. Plus sérieusement, il se réjouit que la vie politique à Mulhouse ne se limite pas à « une confrontation entre le PS et le Front national ». Pugnace, M. Freulet lui « donne rendez-vous aux régionales de l'année prochaine ». M. Bockel ne relève pas ce nouveau défi et va dans le sens de M. Klifa en appelant de ses vœux un débat entre une « gauche forte » et « une droite qui se recompose ». M. Freulet veut croire qu'il n'a pas dit son dernier mot.

Marcel Scott

BDP

NUMÉRIQUE
VOICI DÉJÀ 10 BONNES RAISONS
DE PRÉFÉRER LE CÂBLE.

MULTIVISION
Disney Channel
CANAL+ JAUNE
CANAL+ BLEU
CINEFIL

Lyonnaise Câble lance sur ses réseaux câblés son offre de télévision numérique et, avec elle à terme, le plus grand choix de chaînes jamais offert en France. Ainsi, dès aujourd'hui, Lyonnaise Câble triple son offre de cinéma : sur le câble, vous pouvez désormais accéder en numérique aussi bien aux trois chaînes de TPS Cinéma, à CinéCinéma et CinéCinéfil, Disney Channel ou encore aux quatre chaînes de Canal + numérique et, bientôt, à tous les programmes avec paiement à la séance de Multivision et à CinéCinéma prime et seconde. L'offre numérique de Lyonnaise Câble sera enrichie progressivement et proposera jusqu'à 70 chaînes et services d'ici à la fin de l'année. Cinéma, sport, information, découverte, jeunesse, musique : avec une simple prise câble, une seule télécommande et un seul décodeur, vous pourrez choisir entre un grand nombre de chaînes à thème, pour vivre sans contrainte vos passions.

Paris, Neuilly s/Seine, Levallois Perret, Boulogne Billancourt, Vincennes, Saint Mandé, Saint Germain en Laye et les communes environnantes, Strasbourg, Epinal, Le Mans, Orléans, Besançon, Dijon, Châlons, Clermont Ferrand, Annecy, Chambéry, Pau, Tarbes, Montauban, Menton, Cannes, Liévin.

ABONNEZ-VOUS AU
0 800 25 8000

LYONNAISE
CÂBLE

LE NUMÉRIQUE SUR LE CÂBLE : C'EST SIMPLE, IL N'Y A PAS MIEUX.



Le premier secrétaire peut jeter un regard d'autant plus satisfait sur son parcours que la victoire de dimanche est plus la sienne que celle d'un PS encore à mi-chemin de sa mutation.

Lionel Jospin, ou le refus du cynisme en politique

LA scène se déroule au soir du 13 mai. Lionel Jospin, qui vient de tenir un meeting à Clermont-Ferrand, ramène dans son avion Michel Charasse, sénateur du Puy-de-Dôme. Le premier secrétaire du Parti socialiste a forcé un peu sa politesse naturelle. Sans doute n'a-t-il pas oublié qu'au moment de l'élection présidentielle de 1995, ce proche de l'ancien chef de l'Etat redisait à qui voulait l'entendre : « Jospin président, ce n'est pas sérieux. »

Autour de plateaux-repas, la conversation roule péniblement. L'avion tanguait sous l'orage. Non sans malice, Lionel Jospin interroge André Sainjon, radical-socialiste, sur sa cohabitation avec Bernard Tapie au Parlement européen de Strasbourg. L'ancien syndicaliste articule quelques mots. Le premier secrétaire se tourne alors vers Michel Charasse : « Je ne pardonnerai jamais qu'on en ait fait un ministre de la République. »

Lionel Jospin, c'est d'abord une certaine conception de l'action publique, d'une certaine éthique de la République. Sa rigueur est légendaire. Du coup, l'ancien candidat à la présidence de la République est souvent apparu solitaire ou, même, isolé. Après un septennat à la tête du PS, de 1981 à 1988, où il a toujours privilégié la recherche de l'unité et de la synthèse, recueillant plus de 70 % des mandats aux motions qu'il présentait ou obtenait même, comme au congrès de Lille en 1987, l'unanimité des courants, il a fini par intriguer, ses amis comme ses adversaires. Répugnait-il, au nom de sa conception de l'action publique, à entrer dans une guerre de courants qui ne l'a jamais inspiré ? Ou

se posait-il déjà en recours ? Celui que Jacques Chirac va devoir nommer premier ministre remettra à plus tard le livre qu'il avait commencé et qui devait sortir en septembre. Dans un ouvrage précédent, *L'Invention du possible* (Flammarion, 1992), il revenait déjà sur son refus du « cynisme » en politique, thème martelé dans la bonne quinzaine de meetings qu'il a tenus pendant cette campagne. « J'ai appris (...) des événements de ce siècle et de l'action politique les vertus du réalisme et, même, du relativisme. »

Loin de priser les coteries et les petits complots concoctés à l'aube des fins de congrès, Lionel Jospin a cultivé son originalité au sein du PS, après avoir quitté le poste de premier secrétaire en janvier 1988, troqué pour une fonction de ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale. Il s'est autonomisé, certains diraient marginalisé, par la singularité de son parcours au sein du parti d'Épinay. « On m'a toujours secondarisé », se plaignait-il alors.

PREMIER des socialistes de 1981 à 1988, il tenait son parti ; mais les vrais maîtres étaient ailleurs avec, à l'Élysée, François Mitterrand, à Matignon, Pierre Mauroy puis Laurent Fabius, auquel il lui faudra disputer la conduite de la campagne législative de 1986. Dès qu'il retrouve sa liberté, début 1988, en abandonnant la direction de la maison socialiste, il manifeste son goût pour l'indépendance.

Au même moment, il amorce ce qui apparaîtra comme une prise de distance avec François Mitterrand, avant d'inventer, en 1995, un « droit d'inventaire » qui se transformera ensuite en « bilan contrasté ». Alors que l'Élysée fait le maximum pour que Laurent Fabius,

L'homme de la synthèse socialiste, qui a engagé la rénovation de son parti, recueille les fruits de sa ténacité

l'autre héritier, devienne premier secrétaire du PS, Lionel Jospin soutient ostensiblement son ami Pierre Mauroy, qui reste, pour lui, en tant que premier ministre d'un gouvernement d'union de la gauche, le symbole de la volonté de rassemblement.

En avril 1992, quand Lionel Jospin se trouve mis à l'écart du gouvernement de Pierre Bérégovoy, lui qui n'avait jamais fait de « l'ouverture » sa tasse de thé, il fait contre mauvaise fortune bon cœur. N'évite-t-il pas ainsi de côtoyer... Bernard Tapie ? Après sa défaite – mal vécue – aux élections législatives de 1993, dans la 7^e circonscription de la Haute-Garonne, il prend de la distance.

Il joue la carte du non-interventionnisme dans le processus de prise de pouvoir de Michel Ro-

card. Dépositaire de l'héritage de François Mitterrand, symbolisé davantage à ses yeux par les 110 propositions de 1981 que par la *Lettre aux Français* de 1988, il ne le soutient pas, mais ne s'y oppose pas. Déjà convaincu que le PS ne se ressourcera qu'en se renovant, il laisse faire l'inventeur du « big bang » jusqu'au congrès du Bourget, en octobre 1993.

Lionel Jospin a alors déjà amorcé son retour au sein du PS après avoir, en avril 1993, décidé de se tenir « éloigné pour un temps de l'action publique » et s'être démis de tous ses mandats au sein du parti. Le « cynisme » en politique aurait-il alors eu raison de sa volonté de rénovation ? Il s'adresse à Alain Juppé, ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Édouard Balladur, pour lui demander très officiellement de reprendre le fil de sa carrière au Quai d'Orsay, où il s'était occupé, de 1965 à 1969, des relations avec les organisations économiques mondiales des Nations unies, et d'obtenir un poste d'ambassadeur.

Le futur premier ministre de Jacques Chirac ne donne pas suite à cette requête, sans pouvoir imaginer que cet ancien dirigeant socialiste, sur l'avenir duquel nul ne mise alors, deviendra, quatre ans plus tard, son successeur à Matignon. Lionel Jospin retrouve donc le chemin de Solférino et des déjeuners de courant du mercredi – ses détracteurs parlent ironiquement de traversée, non du désert, mais du « bac à sable ».

Pourtant, Lionel Jospin renoue avec la singularité de son parcours. Il se tient aux marges, à distance des jeux internes. Deux épisodes illustrent sa particularité. Le 19 juin 1994, dans une sorte de putsch interne, Michel Rocard est limogé de ses fonctions de premier secrétaire. Neutre lors de l'élec-

tion de l'ancien premier ministre, il reste neutre au moment de son éviction. Plus étrange apparaît son attitude dans l'élection du nouveau premier secrétaire. Le choix se limite à un duel entre deux anciennes figures jospiniennes, incarnant déjà deux lignes bien distinctes : d'un côté, Dominique Strauss-Kahn, l'ancien ministre de l'industrie, qui défend un certain modernisme ; de l'autre, Henri Emmanuelli, l'ancien président de l'Assemblée nationale, défenseur de la tradition socialiste. Le conseiller général de Cintegabelle choisit de ne pas choisir entre ses ex-lieutenants.

NUL ne peut encore imaginer que Lionel Jospin se prépare à être un éventuel recours. Au congrès de Liévin, il présente sa propre contribution – alors que ses amis jospiniens se dispersent – et lorsqu'il la défend à la tribune, le 19 novembre 1994, en fin de journée, il capte à peine l'attention. La critique du pouvoir mitterrandien y est pourtant cinglante. « Le constat est clair : on a trop peu débattu, pendant le deuxième septennat de François Mitterrand, des grandes orientations de notre politique. »

Dans ce texte, où il parle du « président sortant », il note au passage que « les responsables de parti peuvent être également membres du gouvernement » et veut déjà « faire revivre la démocratie, changer le style du pouvoir ». « J'ai voulu être positif, écrit-il. Car, s'il est nécessaire de critiquer le passé, il est plus utile encore d'en tirer des leçons et d'avancer des propositions. » L'essentiel du message du futur candidat à l'élection présidentielle et du futur premier ministre est déjà là, en condensé.

Nul ne l'attend encore quand, le 4 janvier 1995, il annonce à un bu-

reau national ébahi, après le retrait de Jacques Delors, sa candidature à la candidature à l'Élysée. Le premier secrétaire se met sur les rangs pour lui faire barrage, mais Lionel Jospin s'en sort un mois plus tard avec plus de 60 % des voix des militants. « Les trois ou quatre pestiférés » de Liévin, selon la formule de son ami Daniel Vaillant, sont loin.

Lionel Jospin s'impose en seul recours, comme si son vol au-dessus des petites guerres internes avait montré sa détermination à faire de la politique autrement et à combattre le « cynisme ». Tout naturellement, le succès de sa campagne présidentielle le rend incontournable pour reprendre la tête du PS le 14 octobre 1995. Lionel Jospin choisit de le gouverner au-dessus des courants, refuse de reconstruire le sien, entreprend un laborieux travail de rénovation programmatique, à travers trois conventions (sur l'Europe, la démocratie et l'économie). Le recours est redevenu homme de synthèse, ce qui, pour un PS encore convalescent, reste singulier.

Libéré de l'ombre tutélaire de François Mitterrand, Lionel Jospin, qui fêtera ses soixante ans le 12 juillet, peut jeter un regard d'autant plus satisfait sur son parcours que la victoire du 1^{er} juin est davantage la sienne que celle d'un PS encore à mi-parcours de la rénovation. « Je suis désormais comptable de ce que nous [les socialistes] ferons dans les années qui viennent de notre société et de notre monde, expliquait-il le 1^{er} septembre 1996. Je ne veux pas qu'on puisse porter sur ma génération politique le même jugement que celui qui avait été porté sur la génération politique des années 30. » Le voilà à pied d'œuvre.

Michel Noblecourt

Le camping-car a gagné ses lettres de noblesse

Depuis deux ans, les ventes des « voitures-maison » battent des records, mais les prix restent assez élevés

COMME L'ONDÉE qui fait sortir l'escargot, les ponts de l'Ascension et de la Pentecôte auront été les premières grandes sorties de l'année pour nombre de camping-caristes. Cette espèce en voie d'expansion pour laquelle la langue française n'a pas inventé de terme propre commence cependant à s'affranchir du rythme des saisons. Les ultimes améliorations apportées à l'équipement intérieur (chauffage à air pulsé pour éviter la condensation sur les vitres, moquette isolante, volets isothermes...) ont permis aux derniers modèles de se transformer en vrais petits chalets mobiles pour sports d'hiver.

Longtemps considéré comme un simple dérivé de la caravane, en plus luxueux, le camping-car s'en est discrètement détourné. Largement dominante (1,5 million d'exemplaires en circulation en France) mais victime d'une image un tantinet surannée, la première voit ses ventes s'éroder. Le second (750 000 véhicules) avec ses allures de passe-partout plus attiré par les sites historiques que par le camping-pastis-pétanque, a gagné ses lettres de noblesse. Les immatriculations (6 588 unités par an) ont progressé de 15 % en 1996 après une croissance à peu près comparable en 1995 et cette année devrait confirmer la tendance.

Loin d'être un fil à la patte, le camping-car se vit souvent comme le pendant, confortable et civilisé, du camping sauvage. Il redonne de la spontanéité aux vacances : départ décidé au tout dernier moment pour une destination à géométrie variable. Avec leur énorme réservoir, le petit fourgon pour trois ou quatre personnes, la cellule aménagée et montée sur un châssis ou « l'intégral » spécialement carrossé peuvent jeter leur musette à peu près où bon leur semble.

LE BONHEUR DES ENFANTS

Entre deux étapes dans l'une des quelque 2 000 aires d'accueil que compte l'Hexagone et qui offrent pour un prix minime de faire le plein d'eau et de vidanger WC chimiques et eaux usées, la couvée camping-car se pose sur la première branche qui lui convient. Cette extrême facilité de mouvement qui correspond parfaitement au fractionnement des congés fait le bonheur des enfants qui imaginent de partir en expédition (prévoir d'arbitrer les conflits pour l'occupation du lit situé dans la capucine, au-dessus de la cabine du conducteur...).

Ce véhicule dont l'élégance n'est pas le point fort, s'est fondu dans l'univers des vacances. En haute saison, les environs immédiats de Disneyland-Paris ou du Futuroscope de Poitiers deviennent le territoire de concentrations impressionnantes de ces « voitures-maisons » comme disent les tout-petits. Ce succès tient aussi à une baisse des tarifs. Un véhicule neuf animé par un gros moteur turbo diesel capable de soutenir un bon 110 km/h sur autoroute et d'accueillir confortablement une famille de deux enfants (toilettes, mini-cuisine avec réfrigérateur silencieux, placards, canapés-lits) se négocie aux alentours de 180 000 francs contre plus de 200 000 francs il y a quelques an-

nées. Il en faudrait davantage pour que se lève un vrai vent de démocratisation. Pour près de la moitié d'entre eux (40 %), les camping-caristes sont des retraités. L'autre partie est composée de cadres, professions libérales ou d'enseignants.

« Les 175 000 familles françaises propriétaires d'un camping-car cherchent à diversifier leur pratique touristique. Ce sont souvent des gens qui ont une passion : ils peuvent d'autant mieux la satisfaire qu'ils disposent d'un moyen de transport et d'hébergement souple », insiste François Feuillet, président du Syndicat des véhicules de loisirs (Sicverl) et président du groupe Trigano. Bien adapté à la dimension européenne (près de la moitié des pratiquants français se lancent régulièrement dans des escapades à l'étranger), le camping-car est le reflet de l'air du temps. Plus tenté par la façade ouest que par le Midi, il se plie allègrement aux contraintes liées au tourisme culturel mais aussi à la pratique d'un sport ou d'un loisir.

INVESTISSEMENT ONÉREUX

Pourtant, cette forme de tourisme ne fait pas toujours l'unanimité. Des communes ont pris des arrêtés allant jusqu'au bannissement de ces gens du voyage au pouvoir d'achat pourtant bien supérieur à celui du touriste moyen mais pas forcément mieux protégés contre les réflexes grégaires et le manque de savoir-vivre. Les actions en justice engagées par le Sicverl ont opéré un effet dissuasif. Hier boudeuses, Narbonne, Hyères, Palavas-les-Flots, La Baule, Carnac, Cancale ou Courseulles-sur-Mer limitent désormais l'interdiction de stationnement au seul front de mer. Quelques stations balnéaires continuent jeter leur musette à peu près où bon leur semble.

Plus facile à conduire que ses proportions ne le suggèrent, le camping-car avec sa bonne-franquette confortable et insouciant inspire volontiers la sympathie. Mais il s'agit d'un investissement onéreux qui ne se justifie qu'à condition d'opter pour un certain type de vacances. En clair, il exige quelques moyens financiers mais aussi beaucoup de temps disponible. Fait révélateur : plus de la moitié des camping-caristes parcourent plus de 10 000 kilomètres par an.

Il faut, également, accepter quelques désagréments. Le plancher est souvent trop haut, ce qui ne facilite pas l'accès à l'habitacle. Sur route, il souffre d'une forte sensibilité au vent latéral et, à l'arrêt, d'une tendance au dandinement comparable à celle d'un bateau au mouillage. Toutefois, le principal obstacle à une pratique non exclusive est sans conteste le tarif de location de ces véhicules, encore trop élevé même s'il recouvre à la fois une dépense de transport et une dépense d'hébergement.

Les prix sont trop souvent dissuasifs (en haute saison, compter à partir de 6 000 francs la semaine, carburant non compris) pour permettre à une population beaucoup plus large de découvrir le camping-car.

Jean-Michel Normand

■ **VOLS** : l'idée selon laquelle les BMW sont les voitures les plus souvent volées a vécu. Selon les statistiques de la marque, 150 BMW immatriculées depuis début 1995 ont été déclarées volées l'an passé, soit un taux de vol inférieur à 0,3%. La responsabilité de cette baisse est attribuée à la généralisation de dispositifs antidémarrage à transpondeur.

■ **JEUNES** : le Tour de France des jeunes conducteurs aura lieu du 24 octobre au 1^{er} novembre. Cette épreuve, fondée sur la qualité de la conduite, est organisée par le mouvement de liaison des associations de sécurité routière (Laser, tél. : 01-42-25-01-05).

■ **FIAT** : la 2 000 000^e Fiat Punto est sortie des lignes de montage de l'usine de Melfi le 7 avril. Présentée fin 1993, la Punto est actuellement la voiture la plus vendue en Europe. Pour prolonger ce succès, Fiat vient de lancer deux séries limitées : la Punto 60 Opéra (52 200 francs) et la Punto Diva 60 SX (à partir de 60 500 francs).

■ **SÉCURITÉ** : Volvo annonce qu'il vient de s'équiper d'un « super-ordinateur simulateur de crash-tests ». Des simulations permettant de réduire les essais réels pourront être réalisées jusqu'à six fois par jour.

■ **RENAULT** : la marque au losange a mis en place depuis la fin du mois de mai des forfaits (pièces et main-d'œuvre) sur les opérations d'entretien. Selon les modèles, les « forfaits révision » vont de 600 à 1 350 francs.

GROUPE VOLKSWAGEN FRANCE SA



Belle et puissante, la nouvelle Passat de Volkswagen se lance à la conquête du marché européen. A partir du mois de juillet, la version break de la voiture allemande sera disponible au prix de base de 119 500 F. Ses promoteurs souhaitent « donner à l'automobiliste d'aujourd'hui un avant-goût de la voiture de demain ».

La Volkswagen Passat, star trop parfaite du marché

Le succès de ce modèle devrait s'amplifier avec le lancement en juillet de sa version break

LA NOUVELLE Volkswagen Passat est la vedette du marché automobile français. Alors que les immatriculations sont en chute libre depuis la suppression des primes gouvernementales, cette voiture bat des records. Entre janvier et avril, elle s'est vendue à 6 385 unités contre 3 300 l'an dernier à la même période et certaines versions imposent un délai d'attente de dix semaines.

Aux amateurs, il n'a pas échappé que, pour sa cinquième génération, la Passat est devenue une belle voiture. Son toit arrondi, inspiré de l'ancienne et de la future Coccinelle (la réincarnation sera effective dans deux ans) accentue un design sobrement aérodynamique signé Audi. Heureuse rupture avec les deux précédentes versions qui cultivaient la robustesse germanique

avec un désespérant manque de subtilité. Stars de la catégorie, les Renault Laguna, Peugeot 406, Citroën Xantia, Ford Mondéo et Opel Vectra font d'autant plus grise mine que la politique commerciale de Volkswagen est agressive. La Passat est disponible à partir de 111 900 francs et le lancement, mi-juillet, de la version break (à partir de 119 500 francs) devrait amplifier ce succès.

Volkswagen, jusqu'alors incapable de sortir de la monoculture Polo-Golf, s'est enfin ouvert une brèche. Plus longue de 20 centimètres, la nouvelle Passat ne fait pas trop d'ombre à l'Audi A4, la sœur jumelle un peu mondaine dont elle partage les motorisations, y compris le très apprécié moteur 1,9 litre TDi. Spacieuse, silencieuse, peu gourmande, fabriquée avec

grand soin et douce à conduire, elle évoque un peu de cette fausse modestie qui fait en France la gloire de la Golf, instrument inégalé de snobisme à rebours.

L'absence quasi scientifique d'aspérités engendre une espèce de frustration

L'habitacle, aux dominantes noir et gris flanelle, affiche un réel souci ergonomique et la hauteur du pavillon renforce l'impression d'espace. En poussant dans ses ultimes

retranchements le propriétaire d'une nouvelle Passat, on apprendra tout de même qu'en usage urbain les pare-chocs se couvrent trop vite de petites éraflures et que la visibilité latérale pourrait être améliorée.

Impressionnante, cette absence quasi scientifique d'aspérités engendre une espèce de frustration. La Passat est belle mais elle manque de charme. Cette voiture, qui se veut « une voiture de rêve dans un monde de réalité », n'a, en fait, pas grand-chose d'onirique. Trop cartésienne pour faire tourner les têtes et trop distante pour inspirer un sentiment de complicité, la Passat parle à l'hémisphère droit, celui de la rationalité. Mais elle le fait avec élégance.

J.-M. N.

Une initiative pour faciliter la vie du demandeur d'emploi

L'ASSEDIC
pour
l'inscription



➔

L'ANPE
pour la
recherche d'emploi



Cette amélioration de la qualité de service se mettra en place progressivement d'ici fin 1997

LA SYSTEM - TERRITOIRES

Une France pour deux

par Pierre Georges

AUX GRANDS DÉSARROIS, les grandes consolations. Au moins la droite a-t-elle sauvé l'essentiel ! Jean Tiberi a été réélu. Au Quartier latin, épice de la pensée française et de la formation des élites, son maire reconnaissant ! Filochard sauvé sous la Sorbonne, c'est tout de même grand.

Car, pour le reste, quelle claque ! Dans le défilé des chevaliers à la longue figure, des pénitents et flagellants, commençant à se frapper, les uns les autres, à coups de croix et de crose, dans le concert des « pourquoi ? », des « hélas ! » et des « comment ? », plusieurs égarés trouvèrent explication et baume à leurs plaies. Si la France les avait battus, c'est que la France était devenue « ingouvernable ». La belle explication ! Une France-girouette. Frivole maîtresse et mégère inapprivoisée. Collectionnant les aventures politiques et les pas-sades cohabitationnistes. Une France couche-toi là, écervelée et infidèle, changeant de majorité comme de chemise et d'humeur.

Pauvres ! Quand la majorité sortante aura fait l'addition de toutes ses divisions – ce qui devrait l'occuper un moment –, peut-être seront-ils en situation de comprendre un fait simple : la France a plus de suite dans les idées qu'ils n'en eurent dans leur programme ou leurs promesses.

Dans la nuit qui fut finalement sage comme un Jospin, sans Bastille II, ni feu d'artifice rose-rouge-vert, on s'ennuyait un peu. L'alternance comme l'abonnement au gaz ! Mu par une sorte de conscience professionnelle, on fila à la documentation consulter un ouvrage de référence. Cela s'appelait *La France pour tous*. La ja-

quette était blanche, ornée d'un joli petit pommier vert aux fruits rouges. Et l'auteur en était Jacques Chirac.

A tous ceux que le doute rongé, que la fureur étouffée, que le désespoir emporte, on en conseille vivement la (re)lecture. L'explication est là. Nue et crue. Toute l'explication. Aucun auteur, aucun analyste ne saurait mieux expliquer à la droite comment se pendre, haut et court, au pommier d'abondance dans son verger d'Eden. Comment dire les choses et ne pas les faire. Comment énoncer le mal et ne point administrer la médecine. Comment tenir d'une même main le stylo et la gomme.

Il est même absolument fascinant, ce retour sur texte, deux ans après. Le plus bel acte manqué jamais réalisé par un politique ! C'est écrit noir sur blanc. Sous Chirac, déjà, perçait Jospin. Et le reste, d'une certaine manière, ne fut que péripéties et fausses manœuvres. A commencer par cette dissolution qui commença en coup de bluff – on n'ose dire de Jarnac –, tant la popularité du gouvernement était immense. Et qui s'achève à la manière des charges de cavalerie du brave général Custer : en liquette et scalpé.

La déroute est sévère, la droite en pièces et en morceaux. Seul son patron reste, solitaire, au Château, à contempler l'ampleur des dégâts et à méditer son chef-d'œuvre. Il n'en est pas encore au beau désespoir exprimé, un jour, par M. Thiers : « *Président de quoi ? Je suis comme une étiquette sur une bouteille vide !* ». Mais il doit désormais se faire à une idée, somme toute, très répandue : quand il y a une « *France pour tous* », il y en a pour deux !

L'ancienne majorité laisse le chômage à un niveau sans précédent malgré une légère baisse en avril

Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,2 % par rapport à mars

DANS l'effervescence qui a accompagné le changement de majorité dimanche 1^{er} juin, les statistiques mensuelles des demandeurs d'emploi publiées lundi 2 juin par le ministère du travail, auraient pu passer inaperçues alors, qu'en réalité, elles expliquent en partie le revers qu'a essuyé la majorité sortante. Celle-ci a été sanctionnée pour des promesses en matière de lutte contre le chômage qui ne sont jamais réalisées et, pour légèrement positifs qu'ils soient, les résultats du mois d'avril ne sont toujours pas à la hauteur du problème.

Un lecteur optimiste retiendra que, pour le troisième mois consécutif, le nombre de chômeurs a baissé de 0,2 % au mois d'avril, pour s'établir à 3 081 100 en données corrigées des variations saisonnières, soit 6 400 de moins qu'en mars. Mais ni le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT), ni le taux de chômage (12,8 % de la population active) n'ont reculé. De plus, si l'on retient l'ancien mode de calcul, qui tenait compte des per-

sonnes inscrites à l'ANPE ayant travaillé plus de soixante dix-huit heures dans le mois (aujourd'hui exclues du « baromètre officiel »), leur nombre progresse de 0,9 % (+ 4,7 % en un an) pour atteindre 3 494 200.

Le gouvernement sortant, qui avait depuis plusieurs mois donné la priorité à l'emploi des jeunes, après avoir privilégié les chômeurs de longue durée, enregistre quelques succès. Le chômage des moins de vingt-cinq ans recule de 1 %, et même de 1,5 % pour les hommes en avril. Sur un an, il a baissé de 2,5 % pour les hommes et de 3,7 % pour les femmes. En revanche, le chômage des plus de cinquante ans est en augmentation constante : + 0,4 % pour les hommes (+ 8 % sur un an) et + 0,9 % pour les femmes (+ 9,6 % sur un an). Sur un an, la catégorie des 25-49 ans n'a pas vu sa situation s'améliorer puisque chez les hommes et les femmes, le chômage y a respectivement progressé de 3,1 % et de 1,8 %.

Le chômage de longue durée, l'une des caractéristiques de la

France, a un peu reculé en avril (-0,2 %), mais il a fortement progressé en un an (+ 7,9 %) et concerne plus d'un demandeur d'emploi sur trois (36,2 %). Le ministère du travail indique, toutefois, que ceux qui sont inscrits depuis plus de deux ans à l'ANPE, auxquels s'adresse en priorité le contrat initiative-emploi (CIE), ont vu leur nombre reculer de 0,6 % sur le mois.

« SIGNES FORTS »

Beaucoup de salariés se sont inscrits dans les agences pour l'emploi en avril (+ 7,6 %), notamment après la fin d'une mission d'intérim (+ 24,4 % en un mois) ou d'un contrat à durée déterminée (+ 6,9 %). Dans ces données, aucun indicateur ne traduit une véritable reprise du marché de l'emploi, même si le nombre d'offres déposées à l'ANPE est en progression de 3,7 % en avril et de 11,5 % sur les douze derniers mois.

L'économie française a beau commencer à recréer un peu d'emplois (environ 30 000 attendus au

premier semestre, selon l'Insee), c'est d'une situation encore difficile qu'hérite Lionel Jospin après la victoire de la gauche. Dès l'annonce de ce succès, plusieurs syndicats (CGT, FO, SUD) ont fait savoir qu'ils exerceraient une forte pression sur le nouveau gouvernement pour faire aboutir leurs revendications, notamment en matière d'emploi. A l'unisson de l'opinion, ils attendent à la fois des décisions et des résultats rapides dans ce domaine. Entre les deux tours, le premier secrétaire du PS avait fait savoir que l'une de ses priorités serait d'instituer et de réunir la conférence sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail, où doivent se retrouver l'Etat, le patronat et les syndicats. Mais, tout en prenant l'engagement de donner quelques « signes forts » dès sa désignation à Matignon, M. Jospin n'a jamais caché qu'il lui faudrait travailler dans la durée pour inverser le cours des choses, s'il y parvient.

Jean-Michel Bezat

L'incertitude sur l'euro au centre des commentaires étrangers

LES PREMIERS commentaires suscités à l'étranger par la victoire de la gauche aux élections françaises soulignent pour la plupart l'incertitude qui en résulte pour le projet de monnaie unique européenne.

En Allemagne, la première chaîne de télévision ARD estimait, dimanche 1^{er} juin, que les adversaires de la monnaie unique se sentent encouragés à relever la tête, s'appuyant sur la supposée « tiédeur » maastrichtienne de Lionel Jospin. L'Allemagne des chrétiens-démocrates commence ensuite à se sentir isolée en Europe, après les élections britanniques. La gauche de la CDU, proche des milieux syndicaux, souligne elle, qu'à trop négliger les intérêts des salariés, la CDU risque de perdre les élections de l'automne 1998. Les sociaux-démocrates (SPD) devraient sortir renforcés de ces deux élections européennes, estime en général la presse allemande. « *L'Allemagne aura plus de mal qu'auparavant à obtenir l'application « pure » du traité de Maastricht* », selon Hans-Hagen Bremer de la *Frankfurter Rundschau*, quotidien libéral de gauche. La perspective de la cohabitation pourrait enfin rendre les contacts entre Bonn et Paris plus délicats à gérer au quotidien.

Pour les commentateurs britanniques, les résultats des élections françaises rappellent le succès de Tony Blair, le 1^{er} mai. « *La victoire des socialistes français ouvre la voie à une alliance unique sur le plan européen avec le nouveau Labour de Tony Blair* », estime *The Guardian*, bien que les deux dirigeants se connaissent mal et que le Labour passe pour être plus proche des démocrates américains que des socialistes français.

« *Il semble maintenant impossible que l'avènement de l'euro respecte le*

calendrier prévu, et dans sa forme originelle. Lionel Jospin a fait campagne sur une interprétation de Maastricht plus laxiste. Il n'est pas prêt à imposer des coupes budgétaires claires ou des hausses d'impôts draconiennes sur une économie française en piètre état », écrit pour sa part *The Independent* (centriste). A droite, même les commentateurs les plus modérés, comme l'ex-ministre conservateur Georges Walden, ne cachent pas leur satisfaction : « *L'impopularité de la monnaie unique a remis les socialistes en selle. Ni leur programme de gouvernement, ni les qualités de leur chef de file, un universitaire vieux jeu, Lionel Jospin, ne justifient cette victoire. La révolte des petites gens en France ne sera pas vaine si elle parvient à ébranler l'avenir de l'euro.* »

En Espagne, où le gouvernement a mis son avenir sur sa participation au groupe de tête de l'euro, tous interprètent le vote français comme un coup de frein, sinon à l'union monétaire, du moins à la façon dont elle a été mise en œuvre jusqu'ici. Le journal conservateur *ABC* explique avec inquiétude que la France vient « *d'élire le Parlement le plus hostile qui soit à la convergence européenne* ».

Dans le *Herald Tribune*, quotidien américain publié à Paris, deux éditorialistes voient dans la victoire de la gauche le reflet du conservatisme de la société française. Sous le titre « *en avant vers le passé* », John Vinocur estime ainsi que « *les Français ont voté contre toutes les méthodes nouvelles qui leur étaient proposées pour sortir leur pays du déclin économique et le pousser vers la compétitivité* ». Alan Friedman, lui, prévoit que la victoire des socialistes en France « *contribuera à accroître la confusion et le conflit politique à propos du projet d'union monétaire* ».

Si petit, qu'il vous rend la vie plus facile.



Fini les téléphones portatifs trop encombrants. Le nouvel Ericsson GF 788 est si pratique qu'il s'adapte parfaitement à votre main et pourrait même s'y cacher. Fini les communications difficiles. Voici un téléphone qui retransmet fidèlement le son de votre voix.

Fini les conversations écourtées. L'autonomie du GF 788 vous permet de parler des heures.

Possédant toutes les fonctions dont vous aurez besoin, il est très simple d'utilisation et existe en 4 coloris discrets. Le GF 788 est si petit, qu'il vous rend la vie plus facile.

À NOS LECTEURS : en raison de l'horaire matinal du bouclage de cette édition, nous sommes dans l'impossibilité de publier les prévisions météorologiques. Par ailleurs, ce numéro ne contient pas certaines de nos rubriques : Débats, Bourse, Guide culturel et Kiosque.

3615 Ericsson (1.01F TTC la minute)

ERICSSON